

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2229

Edition du
10 décembre 2018

DANS CE NUMÉRO

Mauvais climat au Conseil national (Jean-Daniel Delley)

Accord de Paris: savoir vouloir les conséquences de ce que l'on veut

Finances cantonales dans tous leurs Etats (Yvette Jaggi)

Budgets cantonaux: quelques reflets d'une passionnante analyse de l'USS

En Suisse on n'a pas de Gilets jaunes, mais on peut aussi avoir des frustrations

(Jacques Guyaz)

Quelques réflexions en voisins

Crises économiques et néolibéralisme (3 / 3): il y a dette et dette (Jean-Pierre Ghelfi)

Se préparer à une révolution copernicienne: redevenir interventionniste

La littérature romande a porté de beaux fruits en 2018 (Pierre Jeanneret)

Trois ouvrages parus aux éditions de l'Aire

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Mauvais climat au Conseil national

Accord de Paris: savoir vouloir les conséquences de ce que l'on veut

Jean-Daniel Delley - 08 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34112>

Le Conseil national adhère aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Mais il fait tout pour que la Suisse ne puisse pas les atteindre.

Les débats du Conseil national sur la révision totale de la loi sur le CO₂ montrent qu'une majorité de parlementaires est encore loin de saisir les enjeux du changement climatique. Ces enjeux, les tout récents [Scénarios climatiques CH 2018](#) les ont pourtant clairement exposés.

Certes le Parlement, plus exigeant que le Conseil fédéral, avait visé une limitation du réchauffement à 1,5°C. Pour ce faire, il faudrait atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, à savoir se passer du charbon, du gaz et du pétrole à cette date. Mais lorsqu'il s'agit de se donner les moyens de cette ambition, la majorité UDC/PLR, avec parfois l'aide de quelques PDC, prône la souplesse nécessaire aux entreprises, des délais allongés pour les propriétaires immobiliers et des solutions pas trop coûteuses pour les consommateurs.

La Verte libérale [Isabelle Chevalley](#), citant un banquier pour qui «*les investisseurs devraient soutenir les entreprises mieux préparées à l'évolution climatique, car ce sont elles qui seront les plus génératrices de valeur à*

l'avenir», n'a pas réussi à ramener ses collègues à la raison économique. En optant pour la temporisation sous prétexte d'adoucir la médication, la majorité ne fait que repousser dans le temps des thérapies autrement plus douloureuses.

Quelques exemples. Le Conseil fédéral proposait des objectifs de réduction des émissions par étape. Contentons-nous de valeurs indicatives, décide la majorité car «*il est non seulement difficile d'estimer avec exactitude le développement des énergies renouvelables dans notre pays, mais aussi d'évaluer la réduction à terme des émissions de gaz à effet de serre*», argumente le PLR Jacques Bourgeois. Surtout quand on affaiblit systématiquement les mesures propres à atteindre ces objectifs! Cette même majorité consent à abaisser la valeur d'émission des véhicules automobiles, mais inclut dans la moyenne les véhicules électriques, ce qui permettra l'importation de voitures à fortes émissions.

Certificats d'émission

La compensation des émissions indigènes par des réductions à l'étranger a la cote. Apparemment le raisonnement se tient. La Suisse a déjà beaucoup réalisé sur son

territoire. Tout effort supplémentaire coûte plus cher qu'un investissement à l'étranger, là où il reste beaucoup à faire.

D'où l'intérêt pour les entreprises helvétiques d'acheter des certificats à des Etats ou des entreprises étrangères dont la contrepartie financière sert à la réduction de leurs émissions. La [Fondation centime climatique](#), une initiative de l'économie suisse financée par un prélèvement de 1,5 centime par litre d'essence entre 2006 et 2012, a ainsi acquis 16 millions de certificats et compte poursuivre sur cette voie. Alors que le Conseil fédéral proposait de limiter à 40% la part de réduction des émissions réalisées à l'étranger, le National a tout simplement supprimé cette limitation.

Or des [doutes](#) se font jour quant à l'efficacité réelle de cette pratique. Le contrôle de la qualité des travaux entrepris pour la réduction des émissions reste lacunaire. Les effets d'aubaine ne sont pas exclus: la réduction aurait été réalisée même sans l'obtention de la contrepartie financière représentée par le certificat. Pas plus que n'est exclue la comptabilisation à double de la réduction: par l'Etat vendeur et par l'Etat acheteur.

Pour l'heure le Parlement mise

sur les profits à court terme

plutôt que sur la préservation à long terme des fondements

d'une économie durable.

Finances cantonales dans tous leurs Etats

Budgets cantonaux: quelques reflets d'une passionnante analyse de l'USS

Yvette Jaggi - 05 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34091>

Fin novembre début décembre, le grand débat sur le budget de l'année prochaine est à l'ordre du jour des assemblées délibératives, aux trois niveaux institutionnels de la Suisse fédéraliste. Les vingt-six grands argentiers cantonaux se trouvent particulièrement sur la sellette. C'est donc à point nommé que l'Union syndicale suisse (USS) publie, pour la quatrième année consécutive et en version développée, son [Analyse des finances cantonales](#) (86 pages).

L'USS rappelle les constats habituels en matière de budgets cantonaux, établis avec une prudence qui confine au pessimisme bien ordonné: résultats régulièrement sous-évalués, dette systématiquement surestimée, fortune largement négligée, déficits automatiquement considérés comme structurels – à croire que la conjoncture demeurerait toujours stagnante. En bref et en vérité: pour l'année 2017, 23 cantons sur 26 ont bouclé leurs comptes avec des résultats meilleurs que prévu. Une bonne surprise qui ne surprend plus personne.

Les bonnes surprises et les autres

Au vu des améliorations régulièrement enregistrées ces dernières années, on peut imaginer que les dix cantons qui prévoient un excédent de dépenses pour 2019, dont Genève, Neuchâtel et le Jura, se retrouveront moins nombreux au moment du bouclage de leurs comptes. En revanche, il sera plus difficile aux trois cantons (Bâle-Ville, Neuchâtel, Tessin) qui affichent encore une fortune nette négative de redresser d'un coup la situation.

Les recettes fiscales (cantons et communes) attendues pour 2019 varient fortement d'un canton à l'autre en proportion du produit intérieur brut. L'écart va de 4,1% du PIB pour Glaris et Obwald à 11% pour Vaud et 13,4% pour Genève qui atteint presque le double de la moyenne nationale pondérée de 7% du PIB.

Reflets d'une concurrence fiscale plus ou moins vive entre les cantons: les taux d'imposition effectifs des entreprises devraient s'établir

à des niveaux très différents. Ce sera entre 10% et 12% dans les cantons de la Suisse centrale, à l'exception de Schwytz ainsi que dans les cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures et de Vaud qui appliquera dès l'an prochain sa propre version de la RIE III. Au-delà de la moyenne nationale de 16,2%, on trouvera le peloton des cantons «chers» pour les entreprises qui y seront soumises à des taux approchant ou dépassant les 20%, soit Bâle-Ville, Soleure, Schwytz ainsi que Fribourg, Genève, le Valais et le Jura.

Les écarts seront moindres pour les impôts directs facturés aux personnes physiques à des taux effectifs variant de 14,8% en Appenzell Rhodes-Intérieures à 36,7% dans les cantons de Vaud et de Genève. La plupart des cantons se situeront entre 25% et 35%, soit à des taux voisins de la moyenne nationale établie à 30%.

La dynamique de la péréquation financière nationale ([DP 2226](#)), cet instrument de la solidarité confédérale, exercera ses effets

en 2019 comme prévu. Avec la confirmation illustrée par le canton d'Obwald. Même pour un petit canton n'ayant pas à supporter les charges d'un grand centre urbain, une politique agressive de réduction des recettes fiscales se révèle désavantageuse à moyen terme déjà. C'est ainsi qu'à force d'augmenter son potentiel de ressources sans l'exploiter, Obwald a non seulement détérioré sa situation financière mais est passé en même temps de bénéficiaire net à contributeur net dans le système de la péréquation nationale. A l'heure actuelle, après le [récent refus](#) par le peuple d'un projet d'assainissement combinant programme d'austérité et, enfin, augmentation des impôts, Obwald doit faire face à un déficit authentiquement structurel de l'ordre de 40 millions. Un montant qui correspond à 15% des recettes du canton.

Les soins et les écoles

L'analyse comparative livrée par l'USS contient des informations particulièrement intéressantes sur deux secteurs qui vont plus fortement solliciter les finances des collectivités cantonales et communales: les soins de longue durée et les effectifs scolaires. Les uns et les autres

continueront de progresser ces prochaines années, comme le veut l'évolution démographique dans notre pays où la moyenne d'âge ne cesse de s'élever tandis que la population étrangère assure l'augmentation annuelle du nombre des naissances.

Concernant les soins de longue durée, la situation diffère fortement d'un canton à l'autre, selon la réglementation en vigueur pour la couverture des charges par le financement public. Dans neuf cantons, tous alémaniques, les communes assument la totalité des coûts résiduels pour les EMS. Sept autres cantons, dont Bâle-Ville, Berne, Genève, Neuchâtel et le Jura, prennent ces coûts totalement à leur charge. Ailleurs, la facture est divisée par deux ou répartie selon une clé différente. Quant aux coûts restants des soins ambulatoires, ils incombent entièrement aux communes dans dix cantons alémaniques et, au contraire, aux cantons dans neuf cantons, dont Bâle-Ville, Berne, Genève, Neuchâtel, Vaud et le Jura.

Une comparaison intéressante du double point de vue sanitaire et financier concerne les taux d'encadrement. Une personne soignante (en équivalent plein temps) s'occupe en moyenne nationale

de 1,62 résidents dans les homes et les EMS et de 13.03 patients en soins ambulatoires. La situation varie fortement d'un canton à l'autre. Fribourg présente la particularité d'avoir le meilleur taux d'encadrement (1,36) en soins stationnaires et, au contraire, le plus faible taux (23,1) en soins ambulatoires.

Les écoles devront faire face elles aussi à une augmentation de leur «clientèle». L'effectif des élèves fréquentant l'école obligatoire s'accroîtra le plus fortement d'ici 2022. Mais les autres degrés et formations ne seront pas en reste.

Les réponses budgétaires à ces besoins accrus varient d'un canton à l'autre. A Zurich, qui a déterminé un nombre fixe d'élèves par classe, on engagera des enseignants supplémentaires. Rien de tel à Berne où l'on prévoit au contraire d'augmenter le nombre d'élèves par classe.

Actuellement, au niveau de l'école obligatoire et des écoles de formation générale, c'est en Suisse romande, dans les cantons de Neuchâtel et du Valais, que les classes sont les plus grandes, supérieures à la moyenne suisse de 14,56 élèves par classe pour l'école obligatoire et de 11,26 élèves pour les collèges et les écoles de formation générale.

En Suisse on n'a pas de Gilets jaunes, mais on peut aussi avoir des frustrations

Quelques réflexions en voisins

Jacques Guyaz - 06 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34096>

Le mouvement des Gilets jaunes a réussi une brillante opération de communication en adoptant comme signe de ralliement la tenue fluorescente que tous les automobilistes français ont l'obligation d'avoir dans leur voiture. Aucune agence de publicité n'aurait eu l'idée d'un coup pareil. Le slogan qui a émergé est lui aussi très inventif: «*Les élites pensent à la fin du monde et nous à la fin du mois.*»

Un tel mouvement peut-il émerger en Suisse? Sans doute pas. Les Gilets jaunes se sentent exclus des décisions politiques. Dans notre pays où quelques éleveurs réussissent à faire voter les citoyens sur les cornes des vaches et où le moindre projet d'éolienne ou de construction publique suscite un flot interminable d'oppositions, difficile de se sentir exclu.

Les Gilets jaunes vivent dans des régions marginalisées ou des zones périurbaines mal desservies. Les banques et le gouvernement français les ont encouragés à acheter de petits pavillons pas chers, loin des centres. Ils se retrouvent contraints de faire des dizaines de kilomètres en voiture pour le travail, les courses, les loisirs. Nous vivons dans un pays fédéraliste et où l'habitat

est relativement dense, avec des grandes villes à moins de 100 kilomètres les unes des autres, des petites régions dynamiques et le réseau de transport en commun le plus dense de la planète, avec celui du Japon.

Ajoutons que nos autorités n'ont pas poussé à l'utilisation du diesel à coup d'[avantages fiscaux](#) comme c'est le cas chez nos voisins, faute sans doute de constructeurs automobiles en Suisse. On peut comprendre que le citoyen français confronté à un retournement politique avec l'alignement progressif des taxes du diesel sur l'essence se sente totalement floué.

Alors oui, notre situation est très différente et nous n'aurons sûrement pas de Gilets jaunes. Mais nous avons aussi d'importantes leçons à tirer de cette éruption française. Les luttes contre le réchauffement climatique et pour l'environnement sont vues généralement comme un combat sympathique faisant l'unanimité, avec des Verts voulant certes aller trop vite, et avec des méchants un peu abstraits, les centrales à charbon, les marques qui faussent les résultats des tests de pollution des moteurs diesel, sans oublier Monsanto et quelques autres.

Les Gilets jaunes nous enseignent que les mesures envisagées pour la transition écologique peuvent faire l'objet d'un combat politique brutal, opposant deux catégories de la population et des revendications qui pourraient sembler totalement régressives: beaucoup de Gilets jaunes réclament au fond un retour aux anciens prix du diesel et un arrêt du durcissement des contrôles techniques. Si la récolte de signatures remplace avantageusement les émeutes, rien ne dit que nous ne vivrions pas en Suisse des combats aussi féroces et inattendus, sans doute différents - le contexte suisse est sans rapport avec la situation française - mais qui prendront aussi de court les «*élites*» helvétiques.

Les pages de nos journaux sont remplies d'articles sur la mobilité douce, les écoquartiers, le développement du vélo, les achats de proximité. Pendant ce temps, d'innombrables Suisses utilisent leur voiture pour faire des courses au supermarché le samedi; ils sont silencieux, car défendre la voiture semble aujourd'hui monstrueux.

Nos élus doivent prendre garde à ne pas laisser dans l'ombre et culpabiliser cette partie de la

population, à ne pas en faire des exclus, non pas économiques, mais politiques, qui ne se sentiraient plus représentés et qui, d'un seul coup, pourraient exploser.

C'est l'autre leçon des Gilets jaunes: attention, il n'y a pas que des couples qui roulent à vélo, conduisent les voitures Mobility, circulent en train et font leurs achats dans un

magasin bio près de chez eux. Le reste de la population, surtout les milieux modestes, doivent continuer à se sentir inclus pour que la Suisse ne se déchire pas.

Crises économiques et néolibéralisme (3 / 3): il y a dette et dette

Se préparer à une révolution copernicienne: redevenir interventionniste

Jean-Pierre Ghelfi - 07 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34101>

Quel analyste financier pourrait avoir l'idée saugrenue de donner une appréciation de l'état de santé d'une entreprise en n'examinant que le passif de son bilan, en particulier son endettement à court et long terme? On ne manquerait pas de lui objecter que l'examen doit aussi porter sur l'actif du bilan. L'évidence même.

Il convient en effet de prendre en considération l'état des créanciers, des crédits bancaires et des emprunts dont l'entreprise est débitrice. Mais ceux-ci doivent être mis en relation avec les postes de l'actif du bilan: débiteurs, parc de machines, équipements, bâtiments.

Pourquoi ne devrait-on pas procéder à l'identique lorsqu'il s'agit des corporations de droit public (voir aussi DP [2227](#) et [2228](#))? Pour elles, cependant, les critères habituellement retenus sont différents. Les analystes ne paraissent s'intéresser qu'au seul passif du bilan de l'Etat (Confédération, cantons et

communes).

Deux poids, deux mesures

Faire valoir l'idée qu'il y a deux poids deux mesures selon qu'il s'agit du secteur privé ou du secteur public n'est pas une mince affaire. La plupart des gens ont tellement pris l'habitude d'apprécier la situation financière d'une corporation de droit public sur la seule base de son endettement qu'ils ne peuvent s'empêcher de manifester leur surprise à l'idée que d'autres éléments devraient aussi être pris en compte.

A vrai dire, il est délicat d'adresser un reproche à quiconque. La seule comparaison de l'endettement avec le produit intérieur brut (PIB) est devenue une norme universellement utilisée. Elle a le grand avantage d'être aisée à calculer. Elle permet de comparer facilement les pays et d'établir des classements. On félicitera ceux qui sont les plus économes; ils pourront aisément emprunter à bon

compte. Et on grondera les plus dispendieux pour lesquels emprunter sera plus compliqué et plus coûteux.

Cette manière de faire est donc discutable puisqu'elle ne considère que l'endettement. Une comparaison plus objective doit inclure aussi l'actif. On dispose ainsi de deux pourcentages, [l'un entre dettes et PIB](#), [l'autre entre richesse financière et PIB](#). Ces éléments figurent dans le tableau ci-dessous, qui donne les chiffres pour 2017 (2016 pour la Suisse). Le signe négatif dans la seconde colonne signifie que le passif est supérieur à l'actif.

(En % du PIB)	Endettement	Richesse
Allemagne	71,5	- 36,4
Autriche	94,9	- 53,0
Etats-Unis	135,7	- 110,1
France	124,3	- 80,2
Italie	152,6	- 126,7
Norvège	42,8	308,4
Royaume-Uni	116,9	- 85,0
Suisse	42,5	- 0,3

Sans surprise, les Etats les plus endettés sont aussi ceux dont l'actif ne parvient pas à

compenser le passif. Les écarts entre les deux colonnes ne sont pas négligeables pour autant. Les Etats-Unis présentent le passif net le plus élevé après l'Italie. Cette situation fait rarement l'objet de commentaires. La Norvège dispose d'une fortune considérable. Elle résulte de la prise en compte de la valeur des importantes réserves pétrolières dont elle dispose. Pour la Suisse, chiffres de 2016, elle présente un bilan pratiquement équilibré.

Le mauvais choix de l'austérité

Ces constatations permettent de tirer quelques conclusions. La BNS a assumé la lutte contre les effets déflationnistes de la crise financière de 2007/2008. Alors que la Confédération a été aux abonnés absents. Pire, sa volonté de réaliser des excédents de recettes pour réduire sa dette l'a conduite à pratiquer une politique

anticonjoncturelle: elle a compressé la demande au lieu de la stimuler. Elle a fait le (mauvais) choix de l'austérité (à ce propos, voir [un texte de Paul Krugman](#), d'autant plus intéressant qu'il date de 2012, en plein milieu de la crise).

Il en est résulté - et il en résulte encore - des réductions de dépenses dans les domaines du social, de la santé, de l'éducation et de la formation, entre autres. [Le nombre des personnes au chômage](#), selon les normes du Bureau international du travail, était de 180'000 en 2007; il était l'année dernière de 234'000. Leur nombre est donc encore supérieur de 30% à celui enregistré il y a dix ans, avant le début de la crise.

Dans le cas d'une nouvelle envolée du franc, quelles qu'en soient les causes, il est vraisemblable que la BNS ne pourra pas intervenir aussi massivement qu'elle l'a fait. Même si elle a le monopole de l'émission de monnaie, son

bilan ne peut pas croître à l'infini sous peine de fragiliser sa position.

Cesser de laisser-faire

Une nouvelle récession et/ou une envolée du franc se traduiraient par de sérieuses difficultés pour une partie importante de notre économie. Il serait inacceptable que les pouvoirs publics se contentent de laisser faire. Ils devront agir et présenter des budgets déficitaires pour relancer la demande. Ils devront renoncer à la voie de l'austérité.

La doctrine dominante ne les y prédispose pas. Il n'est donc pas trop tôt pour (tenter de) préparer les esprits à une révolution copernicienne: redécouvrir les politiques interventionnistes suggérées par Keynes pour réduire les effets négatifs d'une récession et surtout pour éviter qu'elle ne se transforme en crise. Et la Confédération en a largement les moyens!

La littérature romande a porté de beaux fruits en 2018

Trois ouvrages parus aux éditions de l'Aire

Pierre Jeanneret - 09 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34118>

Avec quelques autres éditeurs perspicaces et dynamiques, la coopérative des Editions de L'Aire à Vevey promeut activement les lettres romandes.

Louis de Saussure,
«Apprends-moi à danser»,
Vevey, L'Aire, 2018, 157
pages

Ce [récit autobiographique](#) ou

plutôt ces «*Mémoires provisoires*», comme dit l'auteur, sont écrits dans une langue élégante, ici ou là délicieusement surannée, qui sent un peu sa rue des Granges... Louis de Saussure,

professeur de linguistique à l'Université de Neuchâtel, est issu d'une vieille famille aristocratique genevoise, qui a donné des hommes célèbres dans l'univers savant.

Du côté de sa mère, il descend d'une famille princière russe, qui dut s'exiler à la Révolution, gaspilla sa fortune et s'établit à Genève. Avec son père, qu'il n'a connu qu'âgé, il semble n'avoir eu que des relations un peu distantes. En revanche, le livre est un véritable chant d'amour à sa mère, beaucoup plus jeune. A travers elle et ses relations, l'auteur décrit fort bien le «*monde russe coloré*» de Genève, et notamment les cérémonies orthodoxes: «*l'église russe avec ses coupoles d'or, ses encens, ses icônes, ses prosternations, ses ors, et par-dessus tout ses chants, son cœur*». Il rend vivantes les fêtes russes, notamment la Pâque, avec ses nourritures traditionnelles et sa convivialité qui unit tout ce petit monde d'exilés. Ces pages sont parmi les plus belles du livre.

Dans sa «*recherche du temps perdu*», Louis de Saussure fait revivre de façon colorée une série de membres et d'amis de sa famille, que la mort va successivement emporter. Il y a donc dans son regard sur le passé, parfois un peu idéalisé sans doute, un peu de nostalgie.

La troisième partie du livre est centrée sur des «*lieux*». Notons les sentiments contrastés de l'auteur envers la calviniste et austère Genève, «*cette ville qui*

a si bien caché sa gaieté qu'on pourrait croire qu'elle a fini par la perdre complètement».

Quant aux Etats-Unis, où il a parfait sa formation en linguistique, ils l'ont laissé un peu indifférent. Selon lui, chacun «*cherche son Orient*».

Il a trouvé le sien en Grèce, à laquelle il rend un véritable hommage: tout lui plaît, les rapports humains, les nourritures, les villages de «*son*» île de Naxos, la beauté des cérémonies orthodoxes. Si Louis de Saussure s'est néanmoins détaché de la foi, c'est pour mieux embrasser la vie et le monde présent. Le titre de son livre, *Apprends-moi à danser*, se réfère d'ailleurs à la dernière phrase du film *Alexis Zorba*.

**Claire May,
«Oostduinkerke», Vevey,
L'Aire, 2018, 185 pages**

Claire May est d'origine franco-belge. Etudiante en médecine en fin d'études, elle signe à vingt-sept ans son [premier roman](#). Celui-ci laisse bien augurer de la suite de son activité littéraire.

L'*opus* est incontestablement en partie autobiographique. En tout cas en ce qui concerne les lieux. Pendant vingt ans, l'auteure a passé toutes ses vacances d'été à Oostduinkerke, modeste station balnéaire belge sur les côtes de la mer du Nord. Elle rend avec beaucoup de talent l'atmosphère de ces côtes flamandes: brume ou soleil, ciel souvent nuageux, pluies, orages, grisaille... On songe à

son compatriote Simenon, qui savait si bien, en quelques lignes, traduire l'atmosphère du «*plat pays*», et bien sûr aussi à Jacques Brel, auquel Claire May fait allusion.

Relevons chez elle le sens des images: «*Une passerelle de bois à même le sol progresse en direction de l'eau, comme une langue, elle cherche le sel.*» Ou encore: «*Le lendemain, l'orage était passé. Le ciel faisait l'ingénu dans sa robe bleue - comme si la pluie ou les grosses bourrasques de la nuit n'étaient pas de sa faute.*» Le livre est aussi empreint de nostalgie. Le souvenir de ces vacances belges est intimement attaché à une maison, l'Apicule, dont la famille devra se séparer dans des circonstances douloureuses.

Le récit est en fait le journal d'Emma, l'héroïne, belgo-suisse comme l'auteure. Cette jeune femme éprouve quelques difficultés dans son rapport avec sa propre personnalité, ainsi qu'avec son corps. Le roman est donc largement introspectif. D'autres confessions s'insèrent dans ce récit. Au café Rubens, Emma fait la connaissance d'un quadragénaire d'origine allemande et française, Charles, qui y travaille comme serveur. Celui-ci a rompu avec sa famille petite-bourgeoise de Wannsee, près de Berlin (un lieu chargé d'un lourd passé historique, car c'est là que se tint la conférence éponyme qui décida en 1942 de l'extermination des Juifs).

Charles s'est engagé dans le mouvement estudiantin contestataire ou «révolutionnaire». Il a, plus tard, aussi rompu avec celui-ci, dans des circonstances pas très glorieuses. Assez bavard, il assène à Emma ses propos sur la nécessaire prise de conscience face au monde et à la politique. Naît entre eux un amour – dont la phase d'approche est subtilement décrite – mais qui ne trouvera pas son accomplissement. Un amour compliqué, un peu trop marqué par l'intellectualisme, mais où l'on perçoit, sous-jacente, une sensualité latente, à son éveil.

Présence de l'histoire (à travers le rappel de nombreux événements politico-militaires contemporains), psychologie, rapports familiaux, naissance d'une liaison avortée, évocation des paysages de Flandres... On peut avoir l'impression, un moment, que la jeune auteure brasse trop de thèmes disparates, ce qui est souvent le défaut des premiers romans. Il est vrai qu'une «chute» absolument inattendue, mais en totale adéquation avec le

passé de l'une des figures du récit, permet de relier tous les fils et donne à ce roman subtil son unité et sa cohérence.

Valérie Gilliard, «Nos vies limpides», Vevey, L'Aire, 2018, 171 pages

Née en 1970, enseignante au gymnase d'Yverdon, Valérie Gilliard nous livre un [recueil de nouvelles](#) (entre lesquelles s'intercalent des «*Feuilles volantes*» plus brèves), apparemment sans prétention. Pourtant, l'auteure se montre une excellente et subtile évocatrice de la vie quotidienne.

Elle croque avec beaucoup de justesse une série de situations, où sont toujours impliquées des femmes: qu'elle se déroule à la piscine, qu'elle concerne le rapport d'Elisabeth avec la nourriture, celui d'Elsuinde – ah! la grâce de ses prénoms féminins – avec «*la boule*» qui grandit à son aise, qu'il s'agisse du rapport troublant d'Elke avec un homme qui la prend sans doute pour une autre, de l'obsession de propreté d'Emérence qui se fait

ramasseuse de déchets bénévole et compulsive, ou encore des confidences – saisies par Eulalie dans le bus – d'une femme sur les tentatives d'approches physiques de son mari alcoolisé...

L'auteure joue avec la banalité: notamment celle du langage parlé constitué de formules toutes faites («*Alors salut, à toute, ciao bonne*»). Par son contact professionnel avec les adolescents, elle maîtrise bien aussi celui des jeunes («*Ah mec, s'il lui plante pas un gosse ce sera tcho bonne après l'avoir pécho six mois, la princesse!*»). Il y a chez elle un goût jouissif des mots et des jeux entre eux.

Mais dans ces moments d'existence qu'elle raconte en mineur, sans pathos, il y a passablement d'amertume: des vies de femmes et de mères banales, parfois ratées, des rêves inassouvis. Il se pourrait bien que le titre *Nos vies limpides* soit un oxymore, car on sent dans ce recueil beaucoup d'insatisfaction. Estée finit par faire sa valise et quitter son mari...

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Priorités budgétaires

Dans le cadre du débat budgétaire, l'Office fédéral du sport obtient 3 millions supplémentaires pour l'organisation des championnats du monde cycliste sur route à Martigny et Aigle en 2020.

L'Office fédéral de l'agriculture, lui, se voit refuser un supplément de 546'300 francs pour contrôler davantage de produits phytosanitaires à risque pour les eaux. Et le Conseil national retire 2 millions au Contrôle fédéral des finances, jugé peut-être trop curieux.

Rappel. L'excédent budgétaire prévu tourne autour de 1.2 milliard de francs. | *Jean-Daniel Delley - 08.12.2018*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Mauvais climat au Conseil national

<https://sciencesnaturelles.ch/service/news/107880-scenarios-climatiques-ch2018-la-suisse-continue-de-se-rec-hauffer>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=44853#votum14>

<https://www.klimarappen.ch/fr/.1.html>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wissen/natur/riskanter-klimaschutz-im-ausland/story/12552149>

Finances cantonales dans tous leurs Etats

<https://www.uss.ch/themes/economie/finances-et-fiscalite/article/details/dossier-n-131-analyse-des-finances-cantoniales/>

<https://www.domainepublic.ch/articles/33988>

http://www.ow.ch/de/politik/abstimmungsresultate/archivsuche/?action=showobject&object_id=3604

En Suisse on n'a pas de Gilets jaunes, mais on peut aussi avoir des frustrations

https://www.swissinfo.ch/fre/economie/march%C3%A9-automobile_le-diesel-face-%C3%A0-un-avenir-de-plu

s-en-plus-sombre/43323932

Crises économiques et néolibéralisme (3 / 3): il y a dette et dette

<https://www.domainepublic.ch/articles/34038>

<https://www.domainepublic.ch/articles/34070>

<https://data.oecd.org/fr/gga/dette-des-administrations-publiques.htm#indicator-chart>

<https://data.oecd.org/fr/gga/richeesse-financiere-des-administrations-publiques.htm#indicator-chart>

<https://www.nytimes.com/2012/01/30/opinion/krugman-the-austerity-debacle.html?>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/chomage-sous-emploi-places-vacantes/chomeurs-bit.assetdetail.4463029.html>

La littérature romande a porté de beaux fruits en 2018

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=2026>

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=2034>

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=2030>

Espresso